

DYNAMISME DÉMOGRAPHIQUE

Accompagner les territoires en décroissance ou sous pression démographique

Taux de croissance de la population

Le taux d'évolution annuel de la population mesure l'accroissement global de la population en prenant en compte les deux facteurs qui contribuent au dynamisme démographique : le solde naturel et le solde migratoire. Le dynamisme démographique est étroitement lié au dynamisme économique.

Une croissance démographique en baisse dans l'ensemble des territoires, mais plus spécifiquement dans les DROM et dans les espaces ruraux

Les contrastes entre régions

Entre la période 2006-2011 et la période 2011-2016, les régions Hauts-de-France, Auvergne-Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur présentent une dynamique de croissance équivalente à celle des cinq ans précédents.

Mais les autres régions ont toutes connu une baisse de leur croissance démographique, en particulier les DROM. La Guadeloupe a même connu un renversement de son taux d'évolution de la population, qui est devenu négatif sur la période récente. C'était déjà le cas pour la Martinique, et il s'inscrit désormais à - 0,9% par an.

En France métropolitaine, les régions Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté et Corse ont connu le plus fort ralentissement de leur croissance démographique (supérieur à -0,25 point), même si cette dernière reste la région la plus dynamique. Les régions de l'Ouest et du Sud de la France conservent également une croissance démographique soutenue, quoiqu'en baisse par rapport à la décennie précédente.

Au total, l'écart entre la région affichant la croissance la plus forte et celle où elle est la plus faible a très légèrement augmenté.

Les contrastes entre intercommunalités

À l'échelle des intercommunalités, la baisse du rythme de croissance démographique a été plus accentuée dans les zones les plus dynamiques que dans celles qui présentent le niveau de croissance le plus faible.

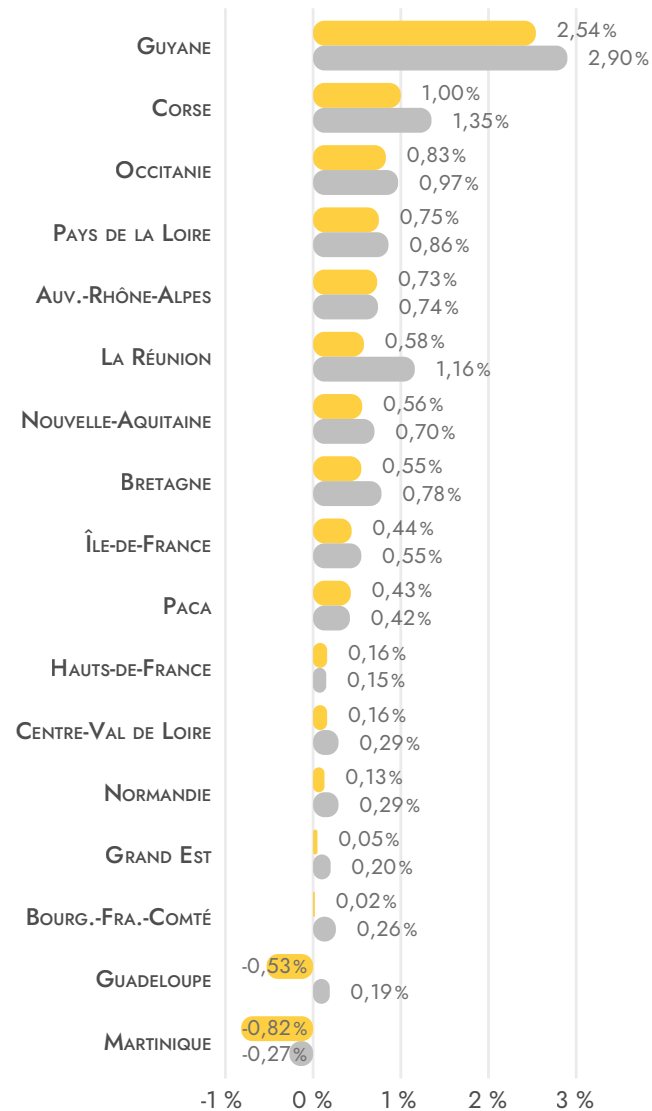
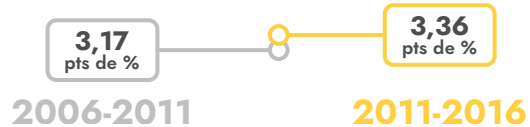
Aussi, on observe une légère diminution des écarts entre les intercommunalités. Toutefois, le nombre d'intercommunalités qui voient leur population diminuer a augmenté : elles sont au nombre de 463 (37%), contre 229 (18%) sur la période précédente. Les zones en déclin démographique, auparavant essentiellement concentrées dans le Massif central et en Champagne, se sont étendues à une grande diagonale allant des Ardennes au Lot, mais aussi à l'ouest du Bassin parisien, à l'intérieur de la Bretagne, et aux zones montagneuses des Alpes et des Pyrénées.

EN FRANCE

2006-2011



2011-2016

DANS LES RÉGIONS**Évolution des écarts entre les régions extrêmes**

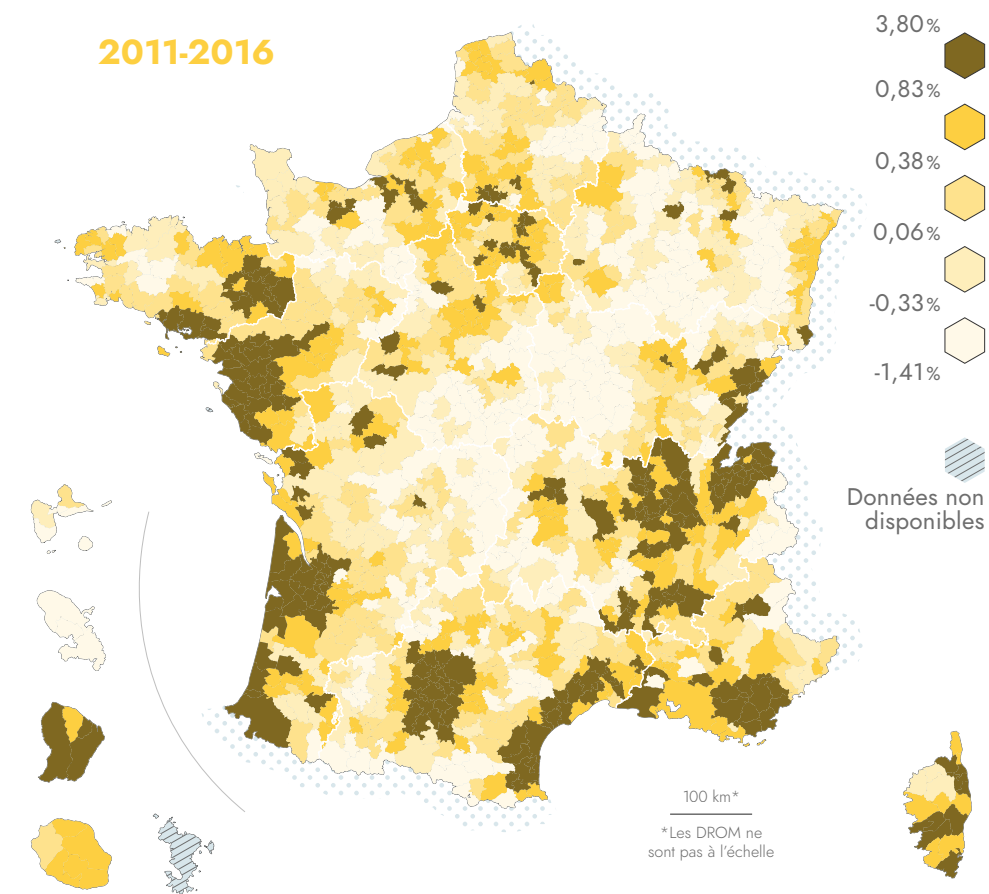
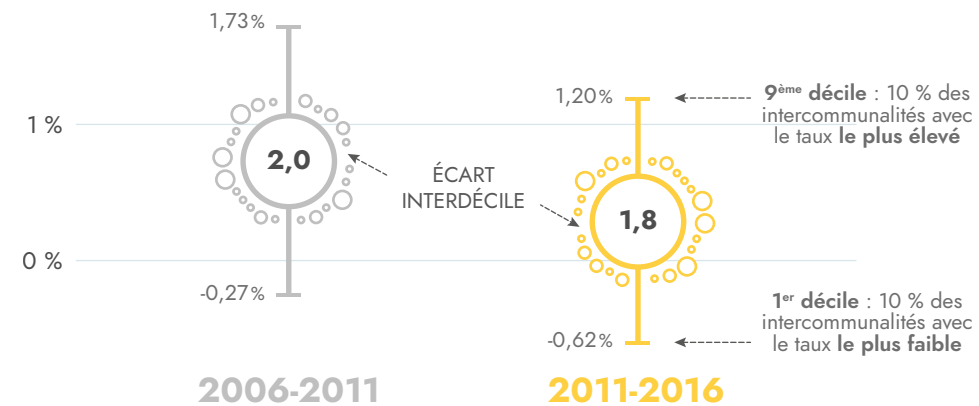
À l'inverse, un peu plus de 250 intercommunalités ont vu leur taux de croissance démographique progresser, telles que les métropoles de Nantes, Bordeaux, Montpellier, Toulouse, Rennes ou Strasbourg, qui avaient pourtant une évolution déjà très favorable, ou celles de Brest et de Saint-Etienne qui ont de ce fait une évolution positive sur cette période. Les alentours de ces métropoles ont aussi vu la progression de la population se confirmer comme certaines des agglomérations plus petites (Angers, Avignon, Arles, Troyes, Béziers) et des communautés de communes rurales.

Les contrastes entre types de territoires

L'évolution de la population est plus homogène depuis 2011 par type de territoires, autour de la moyenne nationale (+0,44%), sauf pour les territoires les moins denses qui avaient une population en hausse de 0,63% entre 2006 et 2011, et qui, elle, est stable depuis cette date.

En revanche, les territoires peu denses qui avaient connu une progression de plus de 1% par an en moyenne entre 2006 et 2011, ont vu celle-ci ramenée à 0,5% entre 2011 et 2016. Les espaces denses ont connu quant à eux une évolution plus marquée : +0,42% entre 2011 et 2016 contre +0,24% entre 2006 et 2011.

Sources : Insee RP - IGN
Réalisation : ANCT padt 2020

DANS LES INTERCOMMUNALITÉS**Évolution des disparités entre les intercommunalités****PAR CATÉGORIE DE COMMUNES**